



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Crise des sous-marins

Question au Gouvernement n° 4311

Texte de la question

CRISE DES SOUS-MARINS

M. le président. La parole est à M. Bastien Lachaud.

M. Bastien Lachaud. Monsieur le Premier ministre, jeudi, l'Australie a annoncé qu'elle dénonçait le contrat d'achat de douze sous-marins passé avec la France. Je dis l'Australie mais je devrais dire les États-Unis : c'est Joe Biden qui l'a annoncé depuis la Maison-Blanche.

C'est une trahison sans précédent : des dizaines de milliards étaient en jeu ; le plan de charge de Naval Group est bouleversé ; des emplois sont menacés ; nous avons déjà transféré des savoir-faire sensibles aux Australiens, autant dire désormais aux Étatsuniens.

Les États-Unis protègent leur hégémonie et sont prêts à tout pour cela. Ils ont 750 bases militaires à l'étranger. Ils traitent leurs alliés comme des vassaux. Pour resserrer l'étau contre la Chine, ils participent désormais à la prolifération nucléaire.

Voilà comment se comportent les États-Unis qu'Emmanuel Macron et votre gouvernement suivent aveuglément depuis bientôt cinq ans. Et votre réaction aura été piteuse : l'annulation d'un dîner à l'ambassade à Washington. C'était tellement ridicule que vous avez fini par rappeler nos ambassadeurs. Soit ! Mais ce genre de symbole n'est rien.

L'heure n'est pas à bouder mais à agir. L'indépendance de la France, voilà à quoi les Français aspirent : refuser tout embrigadement, tout alignement, pour rester une puissance de médiation au service de la paix, y compris dans l'océan Indien et dans l'océan Pacifique.

Refusons la tutelle des États-Unis sur notre pays. Refusons de les suivre aveuglément dans leur nouvelle guerre froide contre la Chine. Quittons l'OTAN et refusons l'installation de son centre spatial à Toulouse.
(Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)

Défendons notre industrie, au lieu de la livrer aux États-Unis, comme Macron l'a fait en dépeçant Alstom ! Finissons-en avec la naïveté ! Non, l'Europe de la défense n'est pas une alternative crédible : les traités européens subordonnent tout à l'OTAN ; l'Allemagne la façonne pour servir ses propres intérêts au détriment des nôtres.

Quelles réelles mesures de rétorsion comptez-vous prendre ? Souhaitez-vous réellement garantir l'indépendance de notre pays ? Si tel est le cas, quand déciderez-vous de quitter l'OTAN ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – Mme Marie-George Buffet applaudit également.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre des armées.

Mme Florence Parly, ministre des armées. Oui, nous voulons des clarifications et des explications car dans une alliance qui fonctionne, les partenaires sont respectés et l'on met en œuvre une stratégie partagée.

La rupture par l'Australie du contrat des sous-marins ainsi que l'attitude des États-Unis sont une nouvelle illustration du constat que nous faisons depuis des mois, celui d'un défaut de dialogue politique au sein de l'Alliance atlantique.

Quelles conséquences faut-il en tirer ? Pardonnez-moi de ne pas tirer exactement les mêmes que vous. Premièrement, il faut se souvenir que l'Alliance atlantique a un cœur de métier : la défense collective de l'Europe, en application de l'article 5 du traité. Les États-Unis y jouent un rôle essentiel, mais la France a aussi le sien qu'elle assume notamment en étant présente auprès des États baltes.

Deuxièmement, la crise actuelle illustre la nécessité d'un rééquilibrage entre les États-Unis et les Européens. C'est dans cette logique que les alliés ont décidé, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, d'engager une révision de ce qu'on appelle le concept stratégique de l'Alliance. Sans m'étendre sur ce terme technique, je peux vous dire qu'il s'agit de rappeler que la raison d'être de l'OTAN a trait à la sécurité transatlantique et non pas à la confrontation avec la Chine.

Tels sont les termes de la clarification que nous attendons. Elle devra intervenir de manière coordonnée avec l'Union européenne, qui elle-même est en train de se fixer sa feuille de route : la boussole stratégique – tel est son nom – fixera nos ambitions en termes de souveraineté européenne. Une Europe forte, c'est aussi une Alliance forte. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.)*

M. Éric Coquerel. En attendant, on fait quoi ?

Données clés

Auteur : [M. Bastien Lachaud](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4311

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Armées

Ministère attributaire : Armées

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 septembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 septembre 2021](#)